



# **RUSSIE : LES PATRONS DE L'ÉNERGIE FACE AUX SANCTIONS OCCIDENTALES**

**Régis GENTÉ**

Juillet 2020



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0210-6

© Tous droits réservés, Ifri, 2020

© Couverture : Pavel L Photo  
and Video/Shutterstock.com

**Comment citer cette publication :**

Régis Genté, « Russie : les patrons de l'énergie face aux sanctions occidentales »,  
*Études de l'Ifri*, Ifri, juillet 2020.

**Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)



## Auteur

**Régis Genté** est journaliste et spécialiste de l'ancien espace soviétique, basé à Tbilissi (Géorgie) depuis 2002 (sauf en 2006-2007 où il résidait en Asie centrale). En tant que journaliste, il couvre depuis 18 ans l'actualité de l'espace post-soviétique pour *Le Figaro*, *Radio France Internationale* (RFI), le *Bulletin de l'Industrie Pétrolière* (BIP), *Politique Internationale* etc. Il est l'auteur de trois livres, dont *Poutine et le Caucase* (Buchet Chastel, 2014). En tant que consultant, il réalise des analyses politiques et géopolitiques ainsi que des *due diligences* pour les entreprises et les organisations privées et publiques sur différentes problématiques allant du secteur des hydrocarbures à la migration en passant par les questions de politique intérieure en Russie, Ukraine, Asie centrale, Caucase.

Il a récemment publié : « Youri Kovaltchouk, l'homme clé de l'après-Poutine » (*Politique Internationale*, n°167 printemps 2020), « Les leviers d'influence russes dans le Caucase du Sud » (Irsem, *Note de recherche* n° 99, mai 2020).



## Résumé

Afin de peser sur la politique de la Russie en Ukraine, après la déstabilisation qu'elle y a provoquée à compter de 2014, les États-Unis et l'Union européenne (UE) ont adopté contre elle des sanctions d'une ampleur inédite. La stratégie choisie ne consiste pas à frapper toute l'économie russe, mais à cibler des secteurs clés et les personnalités qui, du fait de leur proximité avec le président Vladimir Poutine et/ou du poids financier de leurs entreprises, sont susceptibles de le convaincre de revenir sur la décision d'attenter à l'intégrité territoriale ukrainienne.

Il s'est agi de mettre en tension la relation entre le Kremlin et les grands patrons qui lui donnent les moyens de ses ambitions, à commencer par ceux de l'énergie, secteur qui représente 20 % du produit intérieur brut (PIB) russe et fournit 46 % du budget fédéral. Cette stratégie se veut d'autant plus percutante que ce secteur est par excellence celui par lequel la Russie s'est profondément intégrée à l'économie globalisée pour y écouler ses productions, se financer ou se procurer des technologies. Le sujet est éminemment sensible pour le régime poutinien alors que les grands patrons du pays étaient pour une part opposés à la déstabilisation de l'Ukraine, craignant d'emblée un bras de fer avec l'Occident.

Cependant, après six ans de sanctions qui ont handicapé les affaires de ces patrons de l'énergie, on ne note pas de fractures significatives entre eux et le pouvoir russe. L'absence d'effets à court ou même moyen terme a été anticipée par les Américains et les Européens qui ont fait le choix de mesures ne portant que sur les projets pétroliers et gaziers du futur (eaux profondes, Arctique, formations schisteuses) et non sur les gisements en cours d'exploitation.

Cette absence de rupture est également le fruit des efforts déployés par l'État russe. Certes, il s'est agi pour le Kremlin de continuer à faire fonctionner le secteur clé de l'économie nationale et de conserver la loyauté des grands patrons de l'énergie. Rappelons qu'un des gestes inauguraux du règne de M. Poutine a consisté à mettre au service de l'État et du régime l'oligarchie héritée de l'ère Eltsine, en arrêtant Mikhaïl Khodorkovski en 2003 et en démantelant sa société pétrolière. La question était alors aussi celle des liens entre le secteur énergétique et l'Occident, alors que Youkos s'appropriait à quasi fusionner avec la *major* américaine Chevron.

L'absence de fractures significatives ne signifie pas qu'il n'y a pas eu de conséquences politiques des sanctions sur les relations entre l'élite économique russe et le Kremlin. Trois principales sont identifiées, de nature à affecter durablement le cours politique de la Russie tant à l'intérieur que dans ses relations avec le monde :

- ▀ l'État russe a encore renforcé son emprise sur le secteur de l'énergie. Il l'a fait en étant extrêmement présent aux côtés de la dizaine de grandes entreprises ciblées par les sanctions américaines et, dans une moindre mesure, européennes, en prenant des dispositions fiscales et monétaires, en encourageant la production de technologies de pointe en Russie et en engageant une diplomatie toute dédiée à amortir le choc des sanctions ;
- ▀ le pouvoir russe a été inclusif. Ce ne sont pas seulement les entreprises des « amis de M. Poutine » qui ont bénéficié du soutien de l'État depuis 2014, ceux-ci ne représentant que 6 % des 386 milliards de dollars (Mds de \$) des cent premières fortunes de Russie ;
- ▀ le lien de ces entreprises, privées ou publiques, avec l'Occident a été encore un peu plus mis sous tension, tandis que le Kremlin a tenté de tisser de nouveaux partenariats avec des acteurs non-occidentaux, chinois par exemple, qui sont toutefois restés très limités.

Le régime poutinien a résisté à l'énorme pression exercée par les sanctions transatlantiques en puisant notamment dans les réserves accumulées des fonds souverains. Mais, de l'avis des experts, c'est lorsque les champs en production vont entrer en déplétion (jusqu'à moins 45 % d'ici 2030) que la situation pourrait se tendre entre le Kremlin et les patrons de l'énergie, de surcroît si les prix du pétrole remontent, rendant l'exploitation de gisements non conventionnels rentable. En empêchant la Russie de mettre en production de nouveaux types de gisements (eaux profondes, dans l'Arctique, etc.), les sanctions hypothèquent les revenus futurs de la Russie. C'est l'intention originelle des États-Unis et de l'UE, sans oublier les autres pays qui se sont joints au mouvement de sanctions comme le Canada, le Japon ou la Norvège.

S'il est important de comprendre maintenant quelles sont les conséquences politiques des sanctions sur les relations entre le Kremlin et les barons de l'énergie, c'est que commence la phase où ces mesures pourraient produire les effets attendus. Dans un contexte d'étatisation croissante de l'économie, où les grandes entreprises risquent de voir leurs possibilités de développement encore plus suspendues à leur capacité à obtenir du Président russe des arbitrages budgétaires et autres en leur faveur, des tensions de nature plus politiques pourraient apparaître.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>9</b>
<b>L'ÉTAT RUSSE AU CŒUR DES STRATÉGIES DE RÉPONSE AUX SANCTIONS</b> .....	<b>11</b>
Quatre types de grands patrons de l'énergie .....	12
Réponses aux sanctions individuelles.....	15
Réponses aux sanctions financières .....	15
Réponses aux sanctions technologiques .....	17
<b>DE LA CONSOLIDATION DU SYSTÈME POUTINIEN</b> .....	<b>19</b>
L'État accroît son emprise sur les entreprises énergétiques .....	19
Une approche inclusive .....	20
Tensions au sein de l'élite ? .....	24
<b>LES GRANDS PATRONS AU CŒUR DES ENJEUX GÉOPOLITIQUES</b> ....	<b>27</b>
L'affaire Deripaska, un cas d'école.....	27
Une profonde attirance pour l'Occident.....	29
Pivot vers l'Asie ?.....	31
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>33</b>
<b>ANNEXE : CHRONOLOGIE DES SANCTIONS DES ÉTATS-UNIS ET DE L'UE ADOPTÉES CONTRE LA RUSSIE</b> .....	<b>35</b>



# Introduction

Les sanctions adoptées de concert entre Américains et Européens contre la Russie à partir de mars 2014, pour sa politique en Ukraine (annexion de la Crimée et déclenchement de la guerre au Donbass) sont sans précédent. Elles ne visent pas l'État russe en tant que tel. Il s'agit surtout de sanctions économiques ciblant des individus et des entreprises évoluant au cœur du régime russe actuel. L'intention est claire : forcer le Kremlin à revenir sur son action déstabilisante en Ukraine, et à ne pas l'accroître. Le moyen l'est tout autant : pousser les milieux d'affaires à faire pression sur le Kremlin.

Avec cette approche, la frontière entre sanctions individuelles (non-délivrance de visas, gel des avoirs, etc.) et sectorielles (finance, énergie et défense en l'occurrence) a été brouillée. Les sanctions ont ciblé des personnalités et des entreprises considérées comme ayant une influence sur le Kremlin. Parmi elles, au premier rang, les grands patrons de l'énergie du pays alors 3<sup>e</sup> producteur mondial de pétrole et 2<sup>e</sup> de gaz, soit six personnalités et une dizaine d'entreprises mères.

En ce sens, les sanctionneurs ont fait preuve de pragmatisme, tant il est long et difficile d'obtenir des résultats en matière de sanctions. D'où selon Daniel Fried, coordinateur pour la politique des sanctions des États-Unis de 2013 à 2017, la question à poser : « Are sanctions changing the context in which Russia's decisions are being made?<sup>1</sup> » Celle-ci trahit la modestie des ambitions du pays qui a pourtant décrété un train de sanctions d'une ampleur inédite, allant en l'occurrence bien plus loin que l'UE : extraterritorialité des mesures, longues listes de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC), sanctions tant sur le pétrole que sur le gaz<sup>2</sup>, etc. Moscou n'ayant pas rempli ses engagements de Minsk II puis ayant été accusée d'autres agissements malveillants (cyber-attaques, ingérence dans la présidentielle américaine de 2016, etc.), les sanctions ont été renforcées, notamment en août 2017 lorsque les États-Unis ont adopté le « Countering America's Adversaries Through Sanctions Act » (CAATSA).

Cette étude ne cherche pas à évaluer l'efficacité des sanctions, mais s'interroge sur leurs conséquences pour les relations entre les grands

---

1. D. Fried, « Assessing U.S. Sanctions: Impact, Effectiveness, Consequences », site web du *Wilson Center/Kennan Institute*, 16 avril 2015, disponible sur : [www.wilsoncenter.org](http://www.wilsoncenter.org).

2. L'importance des importations de gaz russe pour nombre de ses pays membres a conduit l'UE à ne pas imposer de sanctions sur le gaz.

dirigeants russes de l'énergie et le Kremlin. Ces relations sont au cœur de la gouvernance de M. Poutine, tant l'imbrication des réseaux du pouvoir et des grandes entités énergétiques est un pilier de son régime depuis le geste inaugural qu'a été le démantèlement de Youkos (après l'arrestation de Mikhaïl Khodorkovski en 2003) et la mise au pas de l'oligarchie. Au-delà des sanctions, c'est de la nature et du fonctionnement du système politique façonné par Vladimir Poutine depuis vingt ans dont il est question et, partant, du futur de la Russie.

# L'État russe au cœur des stratégies de réponse aux sanctions

Les entreprises mères russes impliquées dans le secteur de l'énergie et citées dans les textes de sanctions des États-Unis et de l'UE ne sont qu'une dizaine. Mais, en 2019, elles représentaient 70 % du pétrole et 87 % du gaz produits dans le pays<sup>3</sup>. « Nous avons voulu poursuivre surtout les amis de M. Poutine et ceux qui peuvent faire pression sur lui », confie un des auteurs des sanctions américaines<sup>4</sup>. Il s'agissait en outre de 1) ne pas frapper la population russe dans son ensemble, 2) ne pas déstabiliser les marchés mondiaux du pétrole et du gaz (en ne visant que les projets futurs), et 3) ne pas causer de dommages aux entreprises occidentales impliquées dans des projets en Russie.

Les textes de sanctions ont été rédigés de façon assez floue, « créant la possibilité d'une interprétation large et une application dépendant des circonstances et du degré de confrontation politique », souligne le Skolkovo Energy Centre<sup>5</sup>. Les États-Unis ont créé spécialement pour la Russie la liste des *Sectoral Sanctions Identification* (SSI), venue s'ajouter à la liste SDN (*Specially Designated persons*) de l'OFAC, bras armé du Trésor américain.

La réponse russe a été largement organisée par l'État. Cela vient d'abord du fait que l'une des identités centrales de M. Poutine, dans ce système autocratique qu'est la Russie d'aujourd'hui, est celle d'être un « homme de l'État »<sup>6</sup>. Cet étatisme, considérablement renforcé depuis l'arrivée au pouvoir de M. Poutine en 2000, induit qu'un axe majeur de sa gouvernance est le contrôle politique des puissances financières du pays. Mais les grandes entreprises russes de l'énergie demeurent diverses.

---

3. Selon les statistiques du Bureau Central de Répartition du complexe carburants et énergie.

4. Entretien téléphonique le 3 juin 2020.

5. T. Mitrova, E. Grushevenko, A. Malov, *The Future of Oil Production in Russia: Life under Sanctions*, Skolkovo, mars 2018, p. 10.

6. F. Hill et C. G. Gaddy, *Mr. Putin. Operative in the Kremlin*, Brookings Institution Press, 2013, p. 39.

## Quatre types de grands patrons de l'énergie

À considérer la liste des entreprises russes placées sous sanctions, c'est la diversité de leur profil et de celui de leurs dirigeants qui retient l'attention<sup>7</sup>. Si M. Poutine n'abhorre rien tant que l'oligarchie, il n'a pas pour autant détruit les fortunes forgées dans les années 1990. Depuis vingt ans, il a prévenu la réémergence de l'oligarchie via divers mécanismes, a favorisé l'apparition de nouvelles « poches d'argent » qui lui seront loyales et a renforcé le secteur public<sup>8</sup>. Ces dirigeants, politiquement, peuvent être classés selon quatre catégories :

- ▀ **Les amis devenus milliardaires** : Guennady Timtchenko et les frères Rotenberg sont des amis de jeunesse de M. Poutine. Ils sont devenus milliardaires après son arrivée au pouvoir. Timtchenko entre dans la liste *Forbes* des milliardaires en 2010 et sa fortune est estimée à 14,4 Mds de \$ début 2020. Arkady Rotenberg y entre un an plus tard et la fortune de sa famille en 2020 est évaluée à 5,1 Mds de \$. Cette croissance impressionnante tient surtout au fait que leurs entreprises ont pu capter des activités de Gazprom, en privatisant des filiales comme Gazprom Bourenie, Stroygazmontazh (Rotenberg) ou Stroytransgaz (Timtchenko) puis en jouissant de conditions d'accès privilégiées aux marchés publics et aux contrats de sociétés d'État. M. Poutine a pu les faire milliardaires par appât du gain, mais aussi par choix de constituer des poches d'argent fidèles pour lui permettre, avec l'appui des organes de force (FSB – le Service fédéral de sécurité – en tête), d'empêcher d'autres fortunes de soutenir des projets politiques concurrents ;
- ▀ **Les fidèles placés à la tête des entreprises d'État** : un an après son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine a nommé Alexeï Miller, ancien collaborateur au Comité des relations extérieures de la mairie de Saint-Pétersbourg, à la tête de Gazprom. Miller en fera le moteur de la puissance du régime de M. Poutine. En 2007, il plaçait Nikolaï Tokarev, collègue du KGB en RDA, à la tête de Transneft, monopole public des oléoducs. En 2012, il confiait les rênes de Rosneft, appelée à devenir

---

7. Dans son livre *The Wheel of Fortune – The Battle for Oil and Power in Russia* (Belknap press, 2012), Thane Gustafson raconte l'histoire des entreprises énergétiques russes, expliquant en creux l'origine de leur diversité.

8. Selon le Service Fédéral Anti-Monopole (FAS) de la Fédération de Russie, la part de l'État dans l'économie du pays est passée de 25 % en 1998 à 60-70 % aujourd'hui. Voir « Doklad o sostoyanii konkurentsii v Rossiyskoy Federatsii za 2018 god » [Rapport sur l'état de la concurrence dans la Fédération de Russie pour 2018], Moscou, 27 septembre 2019, p. 12, disponible sur : <https://fas.gov.ru>.

une sorte de Gazprom du pétrole, à Igor Setchine, autre fidèle de son époque pétersbourgeoise. Le président de Gazprom Neft, Alexander Dyoukov, plus jeune, fait partie du giron de Timtchenko et Miller ;

- ▀ **Les ex-oligarques**, comme Viktor Vekselberg qui a fait fortune dans les années 1990, profitant de la vague de privatisations de l'époque. Pour sécuriser son capital, il a internationalisé ses affaires. Se méfiant des ex-oligarques et leur rappelant sans cesse leurs biens mal acquis, le Kremlin les sollicite régulièrement pour rendre des services à l'État (programmes sociaux, construction d'infrastructures, etc.). D'autres ont dû céder leur entreprise à l'État, comme Roman Abramovitch en 2005 pour Sibneft (devenue Gazprom Neft).
- ▀ **Les capitaines d'industrie** : Léonid Mikhelson (Novatek), Vladimir Bogdanov (Sourgoutneftegaz) et Vaguit Alekperov (Lukoïl) sont des diplômés d'instituts du pétrole qui ont créé leur entreprise à la chute de l'URSS. Ils ont tenté de se tenir à l'écart de la politique mais ont dû faire des compromis pour protéger leur bien. Pour ce faire, Alekperov a eu dès le début des années 1990 une stratégie d'internationalisation de son entreprise et plus récemment, de « verrouillage » des possibilités de prise de contrôle de celle-ci. « Toucher » à Lukoïl c'était *ipso facto* menacer la réputation internationale de la Russie dans les milieux d'affaires. Mikhelson et sans doute Bogdanov ont quant à eux, selon diverses sources, « invité » un proche de M. Poutine dans leur capital pour se protéger des prédateurs. C'est ainsi que Novatek est détenu à 23,5 % par M. Timtchenko qui, en contrepartie a rendu possible le projet d'usine de gaz naturel liquéfié (GNL) de Yamal. Pour Sourgoutneftegaz, la situation est moins claire tant l'entreprise cultive le secret mais plusieurs indices laissent penser que ce pourrait aussi être M. Timtchenko qui sert de « protecteur ». « Une part significative des exportations de Sourgoutneftegaz passait par le trader Gunvor, de Timtchenko. Quant à sa production des dérivés pétroliers, elle est assurée par la raffinerie Kirishi, où Bogdanov et Timtchenko ont eu des intérêts communs », explique une source diplomatique.

Le système créé par M. Poutine a consisté à s'assurer que chacun de ces types de patrons serve l'État. Aussi puissant que soit M. Poutine, il a fallu aussi faire en sorte que chacun y trouve son avantage. Dans ce contexte propre à la Russie poutinienne, l'État a été très présent pour faire face aux sanctions occidentales. Le « tableau 1 » montre quelles sanctions ont frappé les grands dirigeants russes de l'énergie et leurs entreprises.

**Tableau 1 : Sanctions des États-Unis et de l'UE s'appliquant aux principaux dirigeants russes de l'énergie**

Dirigeants	Entreprises	Sanctions individuelles		Sanctions sectorielles							
		Fortune estimée ou Dirigeant d'entreprise publique	Activité principale	Dirigeants : listes UE ou US (SDN/SSI)	Sociétés : listes SDN/SSI/BIS	États-Unis 2014		UE 2014		États-Unis 2017	
						Financières	Technologiques	Financières	Technologiques	Financières	Technologiques
<b>Vaguit Alekperov</b> 15,2 Mds de \$	<b>Lukoïl</b> Production pétrole	Aucune	SSI : Lukoil		Lukoïl + filiales >50% actions ss sanctions					Lukoïl + filiales >33% actions ss sanctions	
<b>Vladimir Bogdanov</b> 2,1 Mds de \$	<b>Sourgout-neftegaz (SNG)</b> Production pétrole	SDN	SSI : SNG		SNG + filiales >50% actions ss sanctions					SNG + filiales >33% actions ss sanctions	
<b>Alexander Dyoukov</b> Dir. Entr. Publ.	<b>Gazprom Neft</b> Production pétrole	Aucune	SSI : Gazprom Neft	Gazprom Neft		Gazprom Neft + filiales >50% actions ss sanctions	Gazprom Neft	Gazprom Neft			
<b>Leonid Mikhelson</b> 17,1 Mds de \$	<b>Novatek</b> Production gaz et gaz naturel liquéfié	Aucune	SSI : Novatek et 11 filiales	Novatek				Novatek			
<b>Alexei Miller</b> Dir. Entr. Publ.	<b>Gazprom</b> Production gaz	SDN	SSI : Gazprom BIS : filiales		Gazprom + filiales >50% actions ss sanctions					Gazprom+ filiales >33% actions ss sanctions	
<b>Arkady Rotenberg</b> 2,8 Mds de \$, famille : 5,1 Mds de \$	<b>Stroygazmontazh, banque SMP, Gazprom Burenie, etc.</b> Services pétroliers et infrastructures	UE + SDN	SDN : plupart de ses sociétés								
<b>Igor Setchine</b> Dir. Entr. Publ.	<b>Rosneft</b> Production de pétrole	SDN	SDN : Rosneft SSI : 16 filiales	Rosneft	Rosneft + filiales >50% actions ss sanctions	Rosneft + filiales >50% actions ss sanctions	Rosneft	Rosneft		Rosneft + filiales >33% actions ss sanctions	
<b>Guennady Timtchenko</b> 14,4 Mds de \$	<b>Groupe Volga (23/% de Novatek, Transoil, Stroytransgaz, etc.</b> Services pétroliers, trading, etc.	SDN	SDN : Volga et filiales en								
<b>Nikolaï Tokarev</b> Dir. Entr. Publ.	<b>Transneft</b> Monopole des oléoducs	Aucune	SSI : Transneft + 20 filiales	Transneft		Transneft + filiales >50% actions ss sanctions	Transneft	Transneft			
<b>Viktor Vekselberg</b> 10,5 Mds de \$	<b>Groupe Renova</b> Énergie, minéral, télécoms, etc.	SDN	SDN : Renova								

Sources : Textes officiels des États-Unis et de l'UE ; Classement Forbes des milliardaires, disponible sur : [www.forbes.com](http://www.forbes.com).

Il apparaît que des sociétés privées comme Lukoil ou Novatek ont été placées dans la liste SSI (qui autorise certains types de transactions avec les personnes et entités y figurant, contrairement à la liste SDN qui n'en permet aucune), tout en épargnant leur patron, considéré comme ne faisant pas partie du cercle rapproché de M. Poutine. Les « amis de M. Poutine devenus milliardaires » que sont G. Timtchenko ou A. Rotenberg ont eux, ainsi que leurs entreprises, été placés dans la liste SDN.

## Réponses aux sanctions individuelles

S'il y a bien une chose que tout grand patron russe veut éviter, c'est de figurer sur les listes de sanctions occidentales. En témoigne l'inquiétude que les milieux d'affaires russes lorsque l'OFAC s'apprêtait à publier le « Kremlin report »<sup>9</sup>. Beaucoup de dirigeants d'entreprises ont tout fait pour minimiser l'impact sur leurs avoirs dans le pays, en réduisant leur part dans l'actionnariat de leurs entreprises et/ou en s'y faisant remplacer par des personnes de confiance.

Ainsi, M. Timtchenko a vendu ses parts dans Gunvor, société suisse de *trading* de pétrole, à son partenaire suédois Torbjörn Törnqvist. Il en a fait de même pour plusieurs entités. Le gouvernement américain ayant compris le sens de la manœuvre, certains de ces prête-noms ont été placés à leur tour sur les listes SDN ou SSI. Par ailleurs, Timtchenko a rapatrié en Russie certaines entités, à commencer par le Groupe Volga dont il est devenu le propriétaire direct (et non plus via des sociétés enregistrées au Luxembourg et à Chypre).

Les frères Rotenberg ont utilisé des méthodes similaires, mettant en avant leurs fils Roman et Igor (placés sur les listes SDN en 2015 et 2018). « Les autorités américaines ont été très strictes avec Timtchenko et Rotenberg, mais plus souples avec d'autres pour laisser place à la négociation », commente l'expert de l'énergie Mikhaïl Kroutikhine<sup>10</sup>.

## Réponses aux sanctions financières

Dès l'été 2014, les grandes entreprises russes du secteur énergétique ont subi des restrictions à leurs capacités à se financer en Occident. Et ce alors que le système financier du pays s'était intégré au système international au point d'être le secteur le plus globalisé de l'économie russe. « Les sanctions financières rendent le capital plus cher. Ce sont elles qui risquent de faire

---

9. D. Korsunskaya, K. Golubkova et G. Stolyarov, « For Some Russian Oligarchs, Sanctions Risk Makes Putin Awkward to Know », Reuters, 30 novembre 2017, disponible sur : [www.reuters.com](http://www.reuters.com).

10. Entretien de février 2020, Moscou.

que les sanctions occidentales pèseront lourd à l'avenir », estime M. Kroutikhine. La réponse de Moscou, sous la conduite de l'État, a été un mélange de russification et de diversification des financements. Cela « a changé la nature de l'intégration du système financier à l'économie globalisée », estime l'universitaire Richard Connolly<sup>11</sup>.

La russification du système financier du pays est allée de pair avec la réponse apportée par les autorités à la chute des cours du pétrole qui s'est produite parallèlement à partir de 2014. Ce sont surtout « des sources de capital contrôlées par l'État qui ont été utilisées pour combler le vide créé par le soudain arrêt des flux de capital étranger », explique Connolly, combiné à un « contrôle informel du capital [...] pour accélérer le rapatriement de devises étrangères depuis des entités privées ou quasi-publiques ». Le secteur financier a été assaini tandis que les banques d'État, à commencer par la Sberbank, voyaient leur capital renforcé. Le contrôle de l'État sur le secteur financier russe s'est donc accru dans ce contexte. Parallèlement, en accroissant encore sa production de brut et de gaz, la Russie a augmenté ses réserves en devises : 542 Mds de \$ à la fin 2019, le plus haut niveau depuis 2011<sup>12</sup>.

Une tentative de diversification des financements s'est faite en courtisant des économies hors de l'Occident, en Asie ou au Moyen-Orient. Cela a été un échec globalement. De nombreuses discussions ont eu lieu avec la Chine, mais peu ont abouti. Le seul succès en la matière concerne le projet Yamal LNG, d'un coût total de 27 Mds de \$. En 2016, après deux ans de recherche de fonds de la part des actionnaires<sup>13</sup>, deux banques publiques chinoises ont apporté 12 Mds de \$. Au regard des sanctionneurs américains, le projet souffrait d'intéresser G. Timtchenko et Gazprom, qui possèdent 23,5 % et 9,99 % de Novatek, et d'être prioritaire pour Moscou qui ne veut plus dépendre de la seule politique des pipelines. L'État russe a aussi mis la main à la poche : 2,4 Mds de \$ du Fonds souverain et 4 Mds de \$ par la Sberbank et Gazprombank. Un seul autre prêt a été accordé par la Chine au secteur énergétique russe, celui de 2 Mds de \$ dont a bénéficié Gazprom en 2015. La JBIC japonaise a toutefois prêté 200 millions de \$ à Yamal LNG.

---

11. R. Connolly, « Russia's Response to Sanctions: How Western Sanctions Reshaped Political Economy in Russia », Valdai Discussion club, *Valdai papers n°94*, 9 novembre 2018, disponible sur : <https://valdaiclub.com>.

12. H. Foy, « Russia: Adapting to Sanctions Leaves Economy in Robust Health », *Financial Times*, 30 janvier 2020, disponible sur : [www.ft.com](http://www.ft.com).

13. Novatek 50,1 %, Total 20 %, les chinois CNPC 20 % et Silk Road Fund 9,9 %.

Russification et diversification se sont insérées dans un effort de réduction de la vulnérabilité à l'extérieur du système financier russe. Les résultats sont mitigés et la dé-dollarisation des opérations n'a pas marché.

## Réponses aux sanctions technologiques

La Russie a aussi combiné russification et diversification pour répondre aux sanctions technologiques. Avant 2014, les sociétés occidentales de services pétroliers, dont les leaders mondiaux Schlumberger et Halliburton, fournissaient la technologie la plus sophistiquée (forage horizontal, exploration sismique, technologies *offshores* etc.) des 25 Mds de \$ alors dépensés chaque année pour exploiter le sous-sol russe. Mais leurs équipes, pour la plupart russes, sont restées opérationnelles sur place.

Du fait des coûts élevés des technologies permettant d'augmenter le taux de recouvrement des gisements anciens, les compagnies pétrolières russes se sont principalement concentrées sur la mise en production de [nouveaux] gisements *onshores* conventionnels et la maintenance des anciens gisements pour réduire leur déplétion, si bien que la production a continué de croître jusqu'à l'accord OPEP+ de novembre 2016. Côté russification, le Kremlin a laissé chuter le rouble pour décourager les importations. Dans la foulée, les ministères de l'Énergie et de l'Industrie et du Commerce ont présenté des plans de substitution des importations (*importzamechenié*). « L'État a joué un grand rôle en décidant d'aménagements fiscaux ou de la création du Centre du développement technologique pour le secteur de l'énergie, ou s'appuyant sur les entreprises ayant une expérience de développement technologique », note Alexei Gromov, de l'Institut pour l'Énergie et la Finance<sup>14</sup>.

Quelques succès ont été mis en avant, comme la relance des chantiers soviétiques de construction et de réparation navale Zvezda, à Bolshoi Kamen (près de Vladivostok). Le projet, d'un montant de 2 Mds de \$, s'inscrit dans un ensemble de chantiers navals satisfaisant à la fois des besoins militaires et civils, notamment pour produire de l'équipement en vue de l'exploitation de l'Arctique. Supervisé par Rosneft qui s'avère aussi son principal client, Zvezda a revêtu une importance politique puisqu'il s'agissait aussi de revitaliser le tissu économique de l'Extrême-Orient russe. Il a permis d'établir des partenariats avec des entreprises néerlandaise (Damen Shipyards, pour des tankers brise-glace), singapourienne (Keppel, pour des plates-formes de forage) ou américaine (General Electrics, équipement de forage). Le 12 mai dernier, le chantier mettait à l'eau son premier pétrolier Aframax, le premier d'une commande

---

14. Entretien de février 2020, Moscou.

de dix faite par Rosneft. Un brise-glace ultra puissant, commandé par Rosatom, vient d'y être mis en chantier.

Mais l'*importzamechenié* n'a pas pleinement donné satisfaction. « La période de turbulence et de recherche de solutions organisationnelles et techniques (..) prendra encore du temps », note le Skolkovo Energy Center<sup>15</sup>. Lorsque M. Poutine exige que le projet Arctic LNG-2 (conduit par Novatek) recoure davantage à de la technologie russe, « la qualité n'est pas toujours au rendez-vous, les coûts sont plus élevés et le respect des délais aléatoire », nous explique un consultant pétrolier européen.

Notons en outre que les entreprises du pays ont pu continuer à travailler avec certaines sociétés occidentales. « Parfois, cela s'est fait au prix de tours de passe-passe, comme de réenregistrer des entreprises de service dans d'autres pays pour contourner les sanctions », témoigne un consultant pétrolier européen. Les choses sont plus complexes pour les projets spéciaux ciblés par les textes américains et européens. Gazprom peine ainsi à développer le champ en eaux profondes de Youzhno Kirinskoïe, en Extrême-Orient russe, ou à finaliser la construction du gazoduc Nord Stream 2 (du fait de la loi CAATSA de 2017 et des sanctions qui ont suivi).

Forte de réserves financières conséquentes, profitant de la dépréciation du rouble et en adaptant son appareil industriel à ces conditions exceptionnelles, la Russie a réussi à limiter l'impact des sanctions occidentales. « Beaucoup de sociétés pétrolières russes ont même, en roubles, augmenté leurs investissements »<sup>16</sup>, comme Rosneft qui un an après avoir été placée sous sanctions a accru de 30 % ses dépenses en capital. Au final, la réponse russe aux sanctions a abouti à renforcer l'emprise de l'État sur les entreprises du secteur énergétique. Cela implique des conséquences politiques d'importance pour le futur du pays, dans un contexte de déplétion des champs conventionnels<sup>17</sup>.

---

15. T. Mitrova, E. Grushevenko, A. Malov, *The Future of Oil Production in Russia: Life under sanctions*, op. cit., p. 26.

16. « Low Oil Prices Have Affected Russian Petroleum Companies and Government Revenues », US Energy Information Administration, 20 octobre 2016, disponible sur : [www.eia.gov](http://www.eia.gov)

17. T. Mitrova, E. Grushevenko, A. Malov, *The Future of Oil Production in Russia: Life under Sanctions*, op. cit., p. 36.

# De la consolidation du système poutinien

Les sanctions sont devenues « un test pour la loyauté de l'élite russe envers Vladimir Poutine », estime l'experte polonaise Iwona Wiśniewska<sup>18</sup>. C'était là l'intention initiale. Mais rien n'a vraiment bougé, pour ce qui est des relations entre le Kremlin et les cercles d'affaires<sup>19</sup>. Il est certes trop tôt pour tirer des conclusions, ces sanctions étant conçues pour produire des effets à long terme. Mais ce n'est pas parce qu'il n'y a pas eu de fractures menaçant l'existence du régime que rien ne s'est passé. La forte présence de l'État aux côtés des entreprises énergétiques russes, de façon très inclusive en réalité, pour faire face aux sanctions occidentales, n'a fait que les rendre plus redevables.

## L'État accroît son emprise sur les entreprises énergétiques

« Il existe un contrat entre le Kremlin et les grands patrons qui veut que ces derniers servent le régime et que le pouvoir leur donne les moyens de prospérer. Ils se sont tus et le Kremlin a tenu parole en aidant les entreprises à faire face aux sanctions », explique un banquier occidental<sup>20</sup>. Le pouvoir a ainsi essayé de faire passer ce que la presse a baptisé « loi Rotenberg », avant de retirer ce projet controversé qui prévoyait le paiement d'une compensation par le budget fédéral aux citoyens et organisations russes dont les biens avaient été saisis à l'étranger. Il avait été introduit à la Douma après la saisie de biens immobiliers d'Arkady Rotenberg en Italie.

C'est dans le cadre de cette sorte de « contrat » que les grandes entreprises énergétiques russes ont réclamé des milliards d'aide à l'État sous forme de commandes gouvernementales, de financements

---

18. I. Wiśniewska, *Priceless friendship - The Kremlin's support for Vladimir Putin's cronies*, OSW (Center for Eastern Studies), Point of view n°71, octobre 2018, p. 5, disponible sur : <http://aei.pitt.edu>.

19. « Bien sûr, toutes les élites n'étaient pas contentes de l'annexion [de la Crimée] — surtout celles qui anticipaient la réaction de la communauté internationale », écrit Denis Volkov dans « Russia Elite Opinion after Crimea », Carnegie Moscow Center, mars 2016, disponible sur : <https://carnegieendowment.org>.

20. Entretien février 2020, Moscou.

d'infrastructures, d'exemptions de taxes etc. Si ces mesures ont été salutaires, elles ont scellé encore un peu plus le contrôle de l'État sur ces entreprises. L'État s'est montré actif en termes de commandes, au niveau fédéral, régional ou des entreprises publiques : plus de 600 Mds de \$ en 2017, soit 40 % du PIB<sup>21</sup>. Le resserrement du lien avec les entreprises privées s'est fait via les dépenses effectuées par les groupes étatiques, Rosneft et Gazprom en tête, dont les dépenses d'investissement représentaient 32 % du PIB en 2017, contre 25 % en 2014. 95 % de ces contrats ont été signés sans appel d'offre<sup>22</sup>.

L'exemple emblématique du soutien étatique à un projet privé a été celui dont a bénéficié le projet Yamal LNG, mené par Novatek. Ce dernier est crucial pour le Kremlin, l'augmentation des capacités de production de GNL figurant parmi les cinq priorités de la « Stratégie énergétique 2035 » adoptée le 2 avril 2020<sup>23</sup>. Le consortium a reçu 2,3 Mds \$ du Fonds souverain, douze ans d'exemption de « Taxe sur l'extraction de minéraux utiles » (NDPI) et sur les exportations, un taux d'imposition sur le revenu préférentiel de 13,5 %, etc.

## Une approche inclusive

Mais en soutenant le projet Yamal LNG, l'État favorisait au passage l'ami de jeunesse de M. Poutine qu'est G. Timtchenko. « Le Kremlin a dans un premier effort au moins compensé partiellement un groupe d'hommes d'affaires pour les pertes subies à cause des sanctions dès mars 2014. L'appareil étatique russe a conduit une politique coordonnée de soutien aux oligarques du cercle du président. [C'était] un moyen [...] de conserver la loyauté de l'élite russe », estime Iwona Wiśniewska<sup>24</sup>. Celle-ci illustre son propos en rappelant la tentative d'instauration en 2015 d'une taxe pour les camions, administrée par le système « Platon » confié à une entreprise appartenant pour moitié à une société de la famille Rotenberg. Cette nouvelle taxe a suscité la grogne des routiers qui ont dénoncé un racket.

Cependant, à considérer le niveau des fortunes des six de nos dix grands patrons de l'énergie (ceux du secteur privé), il apparaît que ce ne sont pas seulement les proches de M. Poutine qui ont maintenu ou augmenté leur fortune depuis 2014 :

---

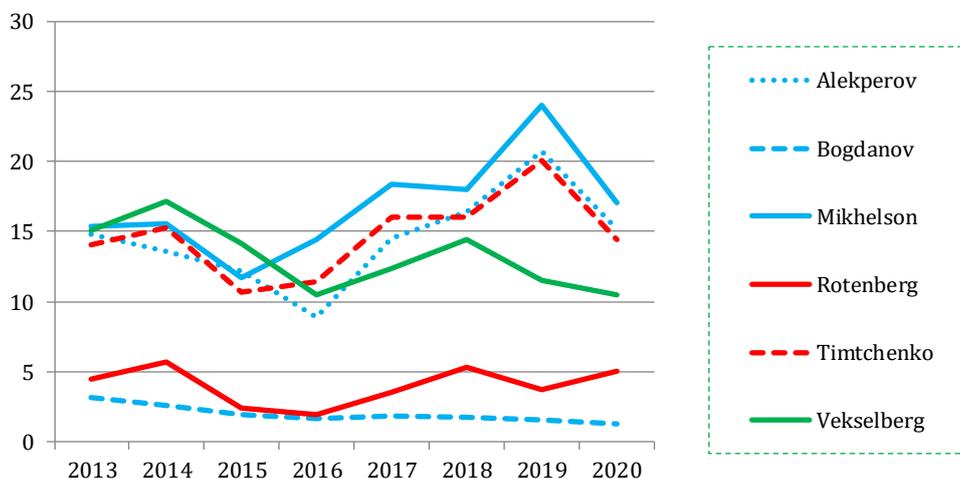
21. « Rinok zakupok gosudarstva i goskompanii v 2017 dostig 36,5 trillion rub. – RTS-Tender » [Le marché des achats de l'État et des entreprises publiques en 2017 a atteint 36,5 milliards de roubles - « RTS-tender »], Rambler, 19 janvier 2018, disponible sur : <https://finance.rambler.ru>.

22. A. Pushkarskaya, « Goskompanii ne snali maski » [Les entreprises publiques n'ont pas enlevé le masque], Kommersant, 25 février 2020, disponible sur : [www.kommersant.ru](http://www.kommersant.ru).

23. Ministère de l'Énergie, voir : <https://minenergo.gov.ru>.

24. I. Wiśniewska, *Priceless friendship - The Kremlin's support for Vladimir Putin's cronies*, op. cit., p. 35.

**Graphique 1 : Fortune estimée des dirigeants des grands groupes privés de l'énergie en Russie (Mds de \$)**

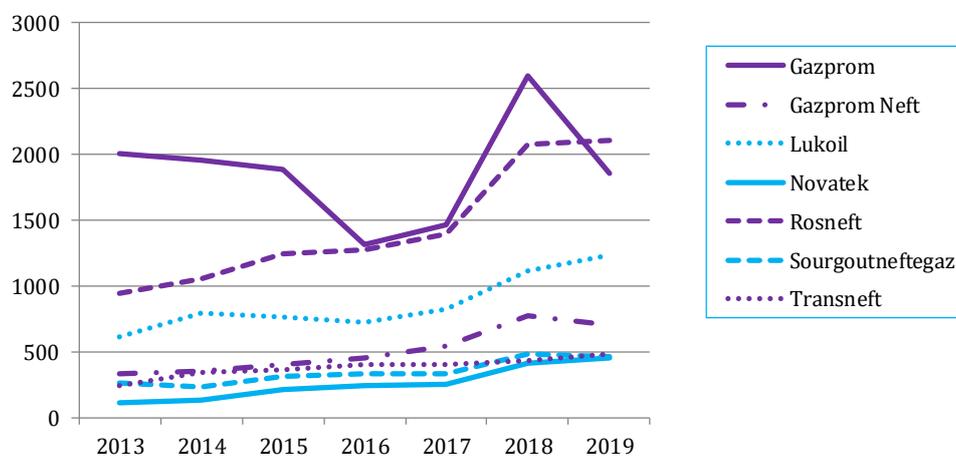


Source : Forbes

Les « amis devenus milliardaires » (rouge) voient leur fortune légèrement supérieure à ce qu'elle valait en 2014 (peut-être beaucoup plus en réalité, certains actifs ayant été formellement transmis à des personnes de confiance). Les « capitaines d'industrie » (bleu) connaissent une hausse encore plus nette de leur capital (à l'exception de M. Bogdanov). L'« ex-oligarque » Vekselberg (vert) qui voit chuter la valeur de ses actifs (même chose pour Oleg Deripaska dont la fortune est passée de 8,5 Mds de \$ en 2013 à 2,3 Mds de \$ début 2020).

Le graphique 2 compare l'évolution entre 2013 et 2019 de l'EBITDA des entreprises des « capitaines d'industrie » (bleu) et des entreprises énergétiques publiques russes placées sous sanctions (violet) :

**Graphique 2 : EBITDA des grandes entreprises énergétiques publiques et de trois entreprises privées (Mds de roubles)**



Source : Rapports financiers des entreprises

Ces deux graphiques tendent à montrer que le pouvoir russe n'a pas protégé que les proches du président et les entreprises publiques. Le système poutinien s'avère très inclusif des divers cercles d'affaires qui font vivre l'économie russe et contribuent à la puissance du pays. Que s'est-il passé depuis 2014 pour les quatre groupes de « l'élite de l'énergie » que nous avons identifiés ?

■ **Les amis devenus milliardaires** : Rotenberg et Timtchenko, que M. Poutine a défendu au sujet des sanctions lors d'une conférence de presse<sup>25</sup>, ont reçu un fort soutien de l'État depuis l'imposition des sanctions et pu retrouver leur fortune d'avant 2014. Leurs entreprises Stroygazmontazh (Rotenberg) ou Stroytransgaz (Timtchenko) ont eu la part du lion dans la construction du gazoduc « Force de Sibérie », qui doit exporter à terme 38 Mds de m<sup>3</sup> de gaz par an vers la Chine. D'une façon générale, ils ont bénéficié d'importantes commandes d'État. La famille Rotenberg a remporté, en 2015, 11 Mds de \$ de contrats publics. Les banques privées des proches de M. Poutine, comme la SMP des Rotenberg ou la Banque Rossiya de Y. Kovaltchouk et G. Timtchenko, ont été soutenues par la Banque centrale et des entreprises d'État ont été priées de devenir leur cliente. Certains observateurs estiment que leur « succès » vient d'abord de ce qu'ils font partie des très rares à avoir accès au chef de l'État. Cela compte d'autant depuis 2014 que les difficultés créées par les sanctions et la chute des cours du pétrole ont réduit le volume des richesses à se répartir dans l'élite. Les arbitrages présidentiels n'en sont que plus déterminants, dans une économie de plus en plus dominée par l'État. D'où, selon I. Wiśniewska, une position délicate y compris pour les proches de Poutine : « Même eux ne considèrent pas [leur position] comme acquise, comme [le trahit] la déclaration de loyauté au Président faite par Timtchenko en août 2014. Il a dit alors [...] qu'il était prêt à céder ses avoirs à l'État si nécessaire »<sup>26</sup>. Quant au rapatriement de ses biens en Russie, cela a permis à Timtchenko de réasseoir sa position au sein de l'élite nationale alors que M. Poutine a demandé aux « oligarques » de ne plus placer leur argent hors de Russie. Mais cela lui fait perdre la liberté que lui offrait le déploiement de ses affaires à l'international. Quant au poids économique des amis de M. Poutine, il ne saurait être trop exagéré : en additionnant les avoirs des Timtchenko, Rotenberg et Kovaltchouk et de quelques autres, on atteint les 25 Mds de \$, soit 6 % des 386 Mds de \$ des cent premières fortunes de Russie<sup>27</sup> ;

25. Voir <http://kremlin.ru>.

26. I. Wiśniewska, *Priceless friendship - The Kremlin's Support for Vladimir Putin's Cronies*, op. cit. p. 47.

27. D'autres fortunes pourraient y être ajoutées, comme les 17 Mds de \$ de la famille d'Alexeï Mordachov (acier), qui s'est envolée après l'arrivée au pouvoir de M. Poutine.

- **Les fidèles placés à la tête des entreprises d'État** : La gouvernance de M. Poutine a conduit à un fort accroissement de la place de l'État dans l'économie russe. Sous sanctions, Gazprom, Rosneft ou Transneft ont été très soutenues. Mais elles ont été aussi d'importants commanditaires afin de redistribuer la richesse du pays auprès de certaines entités privées. Cela ne peut qu'avoir un impact dans le contrôle de l'État et du régime sur le privé. Par ailleurs, le contexte des sanctions peut expliquer l'impunité avec laquelle a agi ces dernières années le patron de Rosneft (prise de contrôle de Bashneft, lutte contre Transneft, forçant pour rompre les discussions avec l'OPEP+ au sujet de la baisse des cours du brut). Si M. Setchine peut autant se permettre, c'est qu'il dirige une société qui joue un rôle clé pour assurer la puissance de la Russie sur la scène internationale. Sous la conduite de M. Setchine, Rosneft a réalisé des prêts ou investissements au Venezuela, a été dès la seconde moitié des années 2000 un fer de lance du développement de l'Extrême-Orient russe en vue de l'ouverture du marché chinois<sup>28</sup>, sans parler de son rôle pour garder sous contrôle étatique les avoirs stratégiques de la Russie (l'entreprise a pris son envol en récupérant des actifs de Youkos). Rosneft joue aussi un rôle à l'intérieur, pour renflouer le budget fédéral (d'où la privatisation de 19,5 % de ses parts fin 2016) ou pour soutenir des projets importants aux yeux du chef de l'État comme le développement de la recherche génétique<sup>29</sup>.
- **Les ex-oligarques** : Ce qui fait la puissance de l'État poutinien, c'est aussi le contrôle qu'il exerce sur les personnalités qui ne lui doivent pas leur fortune. La relation des oligarques de l'ère Eltsine avec le Kremlin est basée sur le fait qu'ils conservent leur bien à condition de le mettre à son service. « Ce sont aujourd'hui des sortes d'employés de l'État. Le système a fait qu'ils sont restés solidaires... n'en ayant pas le choix », explique un banquier occidental. Vekselberg et Deripaska ont vu leurs avoirs fondre, en partie par décision politique. Leur mise sous sanction en 2018 a affolé le marché financier russe, ce à quoi le Kremlin a réagi en demandant à la banque VTB ou au constructeur automobile Avtovaz de mettre fin à leurs relations avec Rusal (Deripaska) pour ne pas s'exposer aux sanctions.
- **Les capitaines d'industrie** : Les plus fortes progressions en termes de valeurs des actifs détenus sont celles des entreprises de Mikhelson et

---

28. K.-W. Paik, *Sino-Russian Oil and Gas Cooperation*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 28-29.

29. « Rosneft stala partnerom v krupnom rossiiskom genetitchkom proekte » [Rosneft est devenu partenaire d'un important projet génétique russe], BBC Service russe, 8 juin 2020, disponible sur : [www.bbc.com](http://www.bbc.com).

Alekperov. Le premier le doit à la mise en œuvre du projet Yamal LNG. Son association avec Timtchenko y est pour beaucoup, cela ayant permis de convaincre V. Poutine d'autoriser la fin du monopole de Gazprom sur les exportations de gaz (ce qui semblait impossible jusqu'alors) et d'obtenir un soutien étatique massif dans le contexte de réponse aux sanctions. Pour Alekperov, il faut y voir la poursuite d'une stratégie vieille de trente ans consistant en un équilibre entre mise à distance du pouvoir, au moyen de l'internationalisation de ses activités, et de compromis avec lui (en investissant dans des régions importantes pour Moscou, comme le Kurdistan ou l'Afrique).

Aucune de ces catégories n'a été abandonnée à son sort par l'État depuis 2014. Certes, les parents pauvres sont les ex-oligarques. Mais nombre de fortunes constituées dans les années 1990 ont cru ou se sont maintenues à leur niveau depuis 2014, comme celle de Vladimir Potanine, magnat du secteur minier aujourd'hui l'homme le plus riche de Russie. Pour être compris, le régime poutinien doit être perçu comme un système qui, pour assurer sa survie et son développement, est inclusif des divers acteurs susceptibles de l'aider à arriver à cette fin, assignant à chacun un rôle particulier pour ce faire. Entre carotte et bâton, le système a tenu au défi des sanctions, pour l'heure du moins. « Pour n'importe quel membre du système, les avantages d'y appartenir pèsent bien plus lourd que les dommages que peuvent leur causer le monde externe », écrit la politologue Ekaterina Schulmann<sup>30</sup>.

Si le régime poutinien a tenu, c'est aussi qu'il a puisé dans les réserves financières accumulées. Il sera bien plus difficile de le faire si elles viennent à s'épuiser et si la production de pétrole décline, ainsi que cela pourrait maintenant arriver. La diminution du volume global des richesses à se partager est une clé de la paix intra-élitaires. Des tensions sont apparues ces dernières années entre les entreprises énergétiques, mais il est difficile de dire si elles sont dues aux sanctions ou à d'autres facteurs.

## Tensions au sein de l'élite ?

Les luttes intra-élitaires pour les ressources, notamment du fait du rôle central de l'État, sont une constante de la politique russe. Beaucoup de conflits ne nous parviennent aux oreilles que par bribes, tant le milieu de l'énergie russe demeure fermé. C'est aussi que le Président, même s'il s'occupe aujourd'hui essentiellement de géopolitique et n'arbitre plus que

---

30. E. Schulmann, « The Russian Political System in Transition », Norwegian Institute of International Affairs, *NUPI Working Paper* 883, décembre 2018, p. 12-13, disponible sur : <https://nupi.brage.unit.no>.

rarement les conflits de l'élite, a suffisamment d'autorité pour que chacun s'autocensure.

Ces conflits résultent d'abord de l'opposition frontale des intérêts de chaque société et de la concurrence pour obtenir du président des arbitrages en leur faveur. Ainsi, Gazprom n'accepte-t-elle pas la perte de son monopole d'exportation du gaz et guerroye toujours contre Novatek. Rosneft, qui a une dette importante du fait des préparatifs dont elle a bénéficié, n'en a pas moins poursuivi sa stratégie d'achats d'actifs et cherche à réduire son imposition. Ces luttes ne menacent pas le système poutinien mais n'en sont pas moins violentes.

Fort de ses relais dans les structures de forces, le patron de Rosneft est parvenu en 2016 à prendre le contrôle de Bashneft après avoir arrangé l'emprisonnement du ministre de l'Économie Alexeï Oulioukaïev, critique à l'égard de cette opération, et l'assignation à résidence de son propriétaire Vladimir Evtouchenkov. « Aujourd'hui, Setchine pense peut-être encore à avaler Russneft, d'où la perquisition dont a fait l'objet l'entreprise début 2020. Lukoil et Transneft sont de trop gros morceaux. Son problème est qu'il fait peur à trop de gens. Il a néanmoins été reconduit pour cinq ans dans ses fonctions, fin mai », commente Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe de Moscou. L'homme nourrit aussi des ambitions dans d'autres pans du secteur énergétique, comme l'hydroélectricité, mais M. Poutine arbitre souvent en sa défaveur.

La bataille fait également rage au sujet de l'Arctique, cible des sanctions. Parmi les décrets de mai 2018, par lesquels M. Poutine tout juste réélu tentait d'insuffler un nouvel élan à l'économie, figurait le développement de la « Route du nord », le passage maritime par l'Arctique appelé à devenir un axe important du fret international. Novatek, Gazprom Neft ou Rosneft en profitent pour tenter de faire soutenir leurs projets dans la région, lesquels permettraient d'atteindre l'objectif présidentiel de 80 millions de tonnes de fret annuel passant par cette « route ».

En mars 2019, *R.Politik* narrait les dessous de la bagarre<sup>31</sup> : « Rosneft et Neftegazholding [...] se sont adressés à Akimov [alors vice-Premier ministre en charge du transport], pour lui demander l'aide du gouvernement pour la construction d'un oléoduc de 600 km entre les gisements de Vankor et Payakha et la côte de la péninsule de Taymyr, d'où le brut serait transporté via la Route du Nord. [...] Si ce projet obtenait un feu vert, cela heurterait les intérêts de Transneft. » De son côté, le vice-Premier ministre Troutnev en charge de la région a proposé de permettre à

---

31. « Major Shifts Continue in Arctic Policymaking », *R.Politik*, Bulletin n°5 (23) 2019, 12 mars 2019, disponible sur : [www.rpolitik.com](http://www.rpolitik.com).

d'autres que Rosneft et Gazprom de pouvoir exploiter les gisements de l'Arctique. Il a aussitôt été accusé de faire le jeu de Lukoil. Nous retrouvons là des traits caractéristiques du fonctionnement de la Russie actuelle : froid affrontement des intérêts, jeu des haut-responsables politiques, lobbying des uns et des autres.

Ces tensions demeurent non-politiques et ne sont pas le résultat des sanctions occidentales. Mais la raréfaction attendue des richesses et avantages de toutes sortes à se partager risque de les exacerber et partant de politiser la lutte entre dirigeants de l'énergie. Cette politisation pourrait être due certes au rôle prépondérant de l'État dans ce secteur si stratégique, lequel s'est encore accru en réaction aux sanctions occidentales, mais aussi au fait que cela amènera ces dirigeants à poser la question du modèle de développement de l'économie nationale. Dans ce contexte, les liens avec l'extérieur jouent un rôle crucial, plaçant ces grands patrons au cœur d'enjeux géopolitiques majeurs.

# Les grands patrons au cœur des enjeux géopolitiques

Ces modèles de développement tels qu'ils travaillent l'élite politico-économique russe oscillent entre libéralisme et étatismes. Mille nuances existent entre ces pôles. La distinction n'est pas pleinement pertinente non plus, les représentants de cette élite étant tous intéressés par la « préservation » du régime. Selon nombre d'observateurs, le libéralisme n'est pas une vraie idéologie pour ces patrons mais une posture de « progressistes [...] qui comprennent comment les sociétés modernes fonctionnent dans l'économie globale »<sup>32</sup>.

Sous M. Poutine, l'élite semble complètement tenue, politiquement et par les organes de force. Le système poutinien a restauré « le monocentrisme. Après avoir fait des efforts pour ramener l'autorité au centre et évincer l'élite régionale du champ politique, le Kremlin a commencé à méthodiquement restaurer [...] la pyramide d'État. [...] L'essentiel était d'établir le contrôle, de subordonner, de retirer du champ politique [les autres centres de pouvoir] », écrit Olga Kryshchanovskaya<sup>33</sup>. Voilà qui aide à prendre la mesure de la difficulté de l'objectif fixé par les États-Unis et l'UE en décrétant des sanctions contre la Russie.

Cependant, aussi contraignant que soit le système forgé par M. Poutine, et justement parce qu'il est très puissant, la défense de leurs intérêts et la nature de leurs affaires poussent les grands patrons russes à entretenir en permanence un lien avec l'extérieur. Seules des forces exogènes peuvent les soutenir dans leurs entreprises. Leur intégration profonde au monde globalisé, à l'exception notable de Sourgoutneftgaz, témoigne que le pari des Occidentaux n'est pas farfelu, aussi difficile soit-il.

## L'affaire Deripaska, un cas d'école

En avril 2018, Oleg Deripaska, oligarque de l'ère Eltsine, était placé dans la liste SDN de l'OFAC. « Le gouvernement russe est engagé dans une série d'activités malveillantes dans le monde [...]. Les élites russes qui profitent

---

32. A. Barbashine et V. Inozemtsev, « Understanding Putin's Men », *The American Interest*, 26 février 2016, disponible sur : [www.the-american-interest.com](http://www.the-american-interest.com).

33. O. Kryshchanovskaya, « Anatomiiia rossiiskoi elity » [Anatomie de l'élite russe], Zakharov, Moscou, 2005, pp. 147-148.

de ce système corrompu ne seront plus à l'abri des conséquences des activités déstabilisatrices de leur gouvernement », explique alors le Trésor américain. Huit des douze entreprises placées ce jour-là sur la liste SDN appartiennent à Deripaska, dont Rusal le premier producteur mondial d'aluminium hors de Chine, EN+ et Eurosibenergo (électricité). La façon dont il va négocier pour être « dé-listé » est un cas d'école de la façon dont un grand patron russe devient enjeu géopolitique.

Deripaska a contesté devant la justice américaine le fait de se retrouver sur cette liste. Pourtant, lui-même a déclaré ne pas avoir d'autres intérêts que ceux de l'État russe<sup>34</sup>. Des enquêtes journalistiques tendent à le prouver, que ce soit par le caractère géopolitique de certains investissements ou par les gens qu'il emploie, dont des anciens des services de sécurité russe<sup>35</sup>.

Début 2019, Deripaska parvenait à faire retirer Rusal, EN+ et Eurosibenergo de la liste SDN. L'impact des sanctions décrétées contre Rusal, qui fournit 7 % de la demande mondiale, avait été une hausse de 30 % des prix de l'aluminium. Après une longue négociation, pour laquelle il a dépensé des millions en lobbying, l'ex-oligarque allait accepter de se désengager de l'actionnariat de ses entreprises (passage de 70 % à 44,95 % dans EN+, actionnaire majoritaire de Rusal).

À Moscou, on a parlé de capitulation face aux États-Unis. Le Conseil d'administration de Rusal n'est plus présidé par Matthias Warnig, ex-agent secret est-Allemand proche de Poutine, mais par un Néerlandais. Certains soulignent que si Deripaska a lâché prise, c'est aussi en raison de trente ans d'une politique qui n'a guère fait pour réduire la dépendance du pays aux exportations de matières premières et donc vis-à-vis de ses clients.

L'accord au sujet de Deripaska aurait été politique au final. « Deripaska a été autorisé par le Kremlin à gérer lui-même ses relations avec les États-Unis, mais en se voyant refuser le soutien des canaux diplomatiques officiels », croit savoir une source. « Il l'a fait aussi en ayant recours en Russie aux médias et aux syndicats pour faire croire que ne pas céder aux Américains allait créer du chômage dans les régions où ses entreprises sont installées ». L'aile étatiste de l'élite des affaires, derrière Setchine, a critiqué le *deal*, peut-être pour encourager à la nationalisation de certaines entités et prévenir de nouvelles pressions américaines.

---

34. C. Belton, « I Don't Need to Defend Myself », *Financial Times*, 13 juillet 2007.

35. En plein bras de fer avec Washington, Deripaska resserre les rangs à Moscou, *Intelligence Online*, 10 octobre 2018, disponible sur :

## Une profonde attirance pour l'Occident

En décembre 2018, la chaîne Telegram Nezygar se faisait l'écho d'une note préparée par l'Administration présidentielle qui s'inquiétait de voir les élites continuer à « s'intégrer activement à l'Occident, les familles et les enfants d'une partie importante de l'establishment préférant étudier et vivre dans les pays occidentaux ». Trois raisons principales expliquent cette attirance : 1) la problématique identitaire, « la Russie n'en finit pas d'essayer de se définir par rapport à l'Occident »<sup>36</sup>, 2) les logiques commerciales et industrielles, et 3) le besoin pour certains de protéger leur capital hors de Russie<sup>37</sup>.

Cette attirance est complexe à expliquer. « Les politiques économiques de Poutine et ses réformes législatives sont parfois associées aux réseaux de pouvoir libéraux et parfois à ceux des *siloviki* [organes de forces]. Mais une telle distinction est formelle du point de vue du *sistema* », estime la spécialiste de l'élite russe Alena Ledeneva<sup>38</sup>. Mieux, les *siloviki* sont pour certains les fers de lance d'un certain libéralisme, à l'image de Nikolai Patrouchev, le chef du Conseil de sécurité, qui « voit le capitalisme comme une arme pour restaurer la puissance impériale de la Russie », écrit la journaliste Catherine Belton<sup>39</sup>. Le système poutinien veille à ce que les dirigeants des grandes entreprises privées lui demeurent fidèles, d'où le rôle crucial joué par les organes de sécurité qui savent combien les patrons de l'énergie sont attirés par l'Occident.

Le comportement d'ex-oligarques comme V. Vekselberg, Mikhaïl Fridman ou Roman Abramovitch donne l'impression qu'ils ne rêvent que d'échapper à la Russie, ne bénéficiant plus des largesses de l'État, mais qu'ils ne peuvent pas rompre les liens. « Si eux et d'autres aux fortunes plus modestes peuvent placer du capital à l'étranger, c'est à la condition qu'ils rendent des services au régime. Employer un agent du FSB, faire un investissement stratégique, courtiser certains milieux dans le pays où ils s'installent... C'est une condition pour ne pas risquer d'avoir des problèmes », confie un avocat américain dont une partie de la clientèle est composée d'hommes d'affaires russes.

---

36. M. Niqueux, *L'Occident vu de Russie. Anthologie de la pensée russe de Karamzine à Poutine*, Institut d'études slaves, 2016, p. 19.

37. F. Novokmet, T. Pickety et G. Zucman estiment le montant de la fuite des capitaux de Russie à 800 Mds de \$ entre 1990 et 2015. « From Soviets to Oligarchs: Inequality and Property in Russia, 1905-2016 », *The Journal of Economic Inequality*, vol. 16, n° 2, juillet 2017, disponible sur : [www.nber.org](http://www.nber.org).

38. *Can Russia Modernise?*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, p. 78.

39. C. Belton, *Putin's people. How the KGB Took back Russia and then Took on the West*, Londres, William Collins, 2020.

Cela les amène à parfois courtiser à la fois Moscou et Washington, s'attirant la suspicion dans les deux capitales. Après avoir été placé en avril 2018 dans la liste SDN de l'OFAC, M. Vekselberg se lamentait : « Toute ma vie, j'ai essayé d'être une personne internationale... J'ai installé toute ma famille aux États-Unis<sup>40</sup> ». Son placement sous sanctions a d'autant surpris qu'il a soigneusement gardé ses distances avec M. Poutine et cultive un mode de management « occidental ». Cette stratégie, combinée à l'exigence de rendre service au régime poutinien, l'a conduit à subtilement s'investir dans le parc technologique Skolkovo, projet de l'aile libérale du pouvoir russe, et à initier des partenariats avec la Silicon Valley.

Vekselberg a aussi courtisé les milieux politiques de Washington. Son insistance pour assister à l'investiture de Donald Trump lui a valu d'attirer les doutes quant à sa participation à l'ingérence russe dans l'élection de ce dernier. Cela a pu peser dans son placement sur la liste SDN. C'est peut-être cette promiscuité avec l'establishment américain qui lui a aussi valu de ne pas être soutenu par le Kremlin après l'imposition des sanctions.

Certes, les sanctions ont conduit certaines fortunes à se rapatrier sous juridiction russe. Certains ont joué aussi des divergences entre les États-Unis et l'Europe, dont le régime de sanctions est bien moins lourd. Rosneft a plaidé en 2017, en vain, devant la Cour de justice de l'UE le fait que les sanctions viseraient à la défavoriser face à ses concurrents sur les marchés globaux. Le même reproche avait été fait aux autorités américaines, accusées de dégager des parts de marchés pour leurs producteurs de gaz et de pétrole de schiste.

Selon M. Connolly, les sanctions n'ont pas conduit la Russie à renoncer à la globalisation mais amené ses décideurs « à réévaluer la nature de la relation du pays avec l'économie globale. Ils ne sont pas, cependant, revenus aux aspirations à l'autarcie de l'ère soviétique. Au lieu de cela, des efforts significatifs ont été faits pour construire un système d'économie politique plus sûr et plus durable basé sur le développement des capacités locales dans les industries stratégiques ainsi que sur la culture de liens plus resserrés avec des sources alternatives de technologie et de capital hors de l'occident et de chez ses alliés »<sup>41</sup>.

---

40. H. Foy, « Russian Billionaire Pushes back over US Sanctions », *Financial Times*, 3 juin 2019, disponible sur : [www.ft.com](http://www.ft.com).

41. R. Connolly, « Russia's Response to Sanctions: How Western Sanctions Reshaped Political Economy in Russia », *op. cit.*

## Pivot vers l'Asie ?

L'attrance russe pour l'Occident ne semble pas avoir été entamée du fait des sanctions. Pourtant, le Kremlin a amorcé un « pivot asiatique », avec la signature en mai 2014, en pleine tempête géopolitique liée à l'Ukraine, d'un contrat de livraison à la Chine de 38 milliards de m<sup>3</sup> de gaz par an pendant 30 ans, une fois le gazoduc Force de Sibérie opérationnel. C'était un geste fort visant à montrer aussi que Gazprom a une alternative à l'Europe.

Les ventes de pétrole russe à la Chine ont progressé depuis le début des années 2000, à mesure que la croissance chinoise s'envolait. D'où l'inauguration fin 2009 de l'oléoduc Sibérie orientale – océan Pacifique (connu sous l'acronyme anglais ESPO), opéré par Transneft. Si avant 2009 la Russie vendait autour de 400 000 barils par jour (b/j) à la Chine, elle y exporte aujourd'hui 1,67 million bpj (avril 2020). Dans ce contexte, le facteur politique n'a pas été primordial et divers partenariats ont été conclus, comme celui entre la CNPC (China National Petroleum Corporation) et Rosneft, le pétrolier russe.

C'est avec le gaz que la politique s'est invitée, conduisant les grands patrons russes de l'énergie à suivre le chemin ouvert par M. Poutine. Il aura fallu le bras de fer avec l'Occident pour que le Kremlin et Pékin trouvent finalement un terrain d'entente, après des années de discussions achoppant notamment sur le prix, et signent l'accord de mai 2014. Si la construction du système Force de Sibérie et le contrôle des actifs restent russes, il faut noter que parallèlement à ce contrat gazer, la CNPC signait un accord de coopération avec Rosneft et acquérait 20 % de Yamal LNG (en 2016, le Silk Road Fund la rejoignait en s'emparant de 9,9 % des parts).

En 2015, Rosneft a reçu de la part de la CNPC, une offre de prépaiement de son brut d'une valeur de 15 Mds de \$. Un an plus tard, Setchine confirmait la possibilité d'une prise de participation dans l'entreprise qu'il dirige à l'occasion de la privatisation de 19,5 % de ses parts. Cela ne se fera pas et ce sont Glencore et le fonds d'investissement du Qatar qui entraînent au capital de Rosneft. « Setchine était contre cette privatisation. Une fois que Poutine lui en a imposé le principe, il a insisté pour que les nouveaux actionnaires ne siègent pas au Conseil d'administration. Les Chinois n'ont pas accepté cette condition », nous expliquait début 2017 Vladimir Milov, figure de l'opposition russe et ancien vice-ministre de l'Énergie.

D'une façon générale, ces prêts ont été perçus à Moscou comme « du vol de grand chemin »<sup>42</sup>. Bientôt les signatures d'accords se sont raréfiées. Le « Pivot vers l'Asie » avait fait long feu. « Les sociétés chinoises pour la plupart ne possédaient pas les technologies requises, à part pour certains rigs de forage offshore. Pour le côté financier, la Chine a aussi été très prudente, préférant ne pas remettre en question ses relations avec les États-Unis », notent James Henderson et Tatiana Mitrova<sup>43</sup>. Au final, la Russie apparaît comme étant d'abord « un partenaire stratégique majeur de la Chine », notent Alicia Garcia-Herrero et Jianwei Xu<sup>44</sup>. Le revers en est la faiblesse du montant total des investissements chinois en Russie, environ dix fois inférieurs à ceux de l'Europe sur la décennie passée.

« Cela a conduit à une désillusion croissante parmi l'élite russe qui avait espéré que la Chine remplacerait l'Europe comme son premier client pour l'énergie », constate Alexander Gabuev, du Centre Carnegie de Moscou<sup>45</sup>. Pour maintenir son lien avec la Russie, Pékin a flatté le cercle des proches de M. Poutine. C'est ainsi que Guennady Timtchenko, nommé président du Conseil des affaires russo-chinoises, est devenu l'interface entre les chefs de l'État et les grands patrons des deux pays. L'ami de jeunesse du maître du Kremlin et les quelques membres de l'élite russe de l'énergie se sont trouvés être « les bénéficiaires d'une série d'accords de plusieurs Mds de \$ accordés par Pékin pour garder la clique de Poutine à la fois satisfaite et tournée vers l'est »<sup>46</sup>. M. Timtchenko permettra ainsi fin 2015 la vente de 10 % des parts de Sibur, leader russe de la pétrochimie dont il détient 17 %, au chinois Sinopec pour un montant de 1,3 Mds de \$.

La Chine ayant déçu, certains décideurs politiques et des dirigeants d'entreprises russes ont plaidé pour un « pivot vers (toute) l'Asie ». C'est ainsi qu'il y aurait « au Kremlin un parti pro-chinois et un parti pro-japonais ou pro-Asie », confie une source proche de l'Administration présidentielle russe<sup>47</sup>. Mais, précise cette dernière, « ce sont des lobbies sans ancrage qui ne tiennent qu'aux contrats en cours, même si derrière il peut y avoir des relents idéologiques comme le rejet de l'occident ou au contraire une peur de la Chine, qui ne laisse guère de libertés aux entrepreneurs ».

---

42. A. Gabuev, « A Pivot to Nowhere: The Realities of Russia's Asia Policy », Carnegie Moscow Center., 22 avril 2016, disponible sur : <https://carnegie.ru>.

43. « Energy Relations between Russia and China: Playing Chess with the Dragon », *Oxford Institute for Energy Studies*, août 2016.

44. A. Garcia-Herrero et J. Xu, « How Does China Fare on the Russian Market? Implications for the European Union », *Russian Journal of Economics*, vol. 5, n° 4, 20 décembre 2019, disponible sur : <https://rujec.org>.

45. A. Gabuev, « China's Pivot to Putin's Friend », *Foreign Policy*, 25 juin 2016, disponible sur : <https://foreignpolicy.com>.

46. *Ibid.*

47. Entretien de septembre 2018, Moscou.

## Conclusion

À la question de Daniel Fried « Are sanctions changing the context in which Russia's decisions are being made? », il apparaît que le lien entre le Kremlin et les élites énergétiques n'est pas rompu, il s'est plutôt transformé et resserré. On ne saurait toutefois pas exclure que la puissance de la pression exercée par ces sanctions a conduit le pouvoir russe à modérer certaines ambitions géopolitiques. Il ne faut pas s'en étonner : ces sanctions ont été conçues pour produire des effets à moyen ou long terme, en ne ciblant pas les projets énergétiques en cours d'exploitation mais ceux du futur (offshore profond, région de l'Arctique, etc.). Alors que les grands gisements sibériens entrent en forte déplétion, une chute de la production de pétrole devrait donc se produire en Russie du fait des sanctions dans les années à venir. Si les prix du pétrole devaient remonter, ces sanctions empêcheraient la mise en service de gisements devenus potentiellement rentables. C'est là que le contexte de la prise de décision pourrait être affecté au Kremlin.

Le système a tenu, l'État russe ayant su combiner des mesures fiscales, monétaires, politiques et diplomatiques. Mais la Russie entre dans une phase des plus délicates. « Les nouvelles sanctions imposées en été 2017 à l'industrie pétrolière russe combinées à un déclin objectif de la qualité des réserves pose la question du futur de la production de pétrole en Russie et de la dépendance du budget aux revenus générés par cette industrie sur le long terme », prévient le Skolkovo Energy Centre<sup>48</sup>.

Dans cette situation, qui dépend aussi de bien d'autres facteurs (géopolitique mondiale, cours du pétrole, succession de M. Poutine, etc.), le Kremlin risque de subir des pressions de la part des grands patrons russes de l'énergie. Cependant, en examinant la façon dont le régime de M. Poutine a fait face aux sanctions depuis 2014, nous avons pu voir combien le système qu'il a forgé est puissant. Il est fait, pour ces grands patrons, à la fois de contraintes et d'intéressement à sa perpétuation. La manière dont le régime poutinien a répondu au défi des sanctions occidentales a consisté à n'abandonner quasi aucun d'entre eux. Le système s'en est renforcé

---

48. T. Mitrova, E. Grushevenko, A. Malov, *The Future of Oil Production in Russia: Life under Sanctions*, Skolkovo Energy Centre, Moscou, mars 2018, p. 4, disponible sur : <https://energy.skolkovo.ru>.

d'autant, en accroissant encore l'emprise de l'État sur le secteur le plus stratégique de l'économie russe.

Mais qu'advient-il lorsque le pétrole et le gaz généreront moins de rentrées d'argent dans les caisses du budget fédéral ? Ne faudra-t-il pas alors sacrifier certains piliers du régime poutinien ? Certains d'entre eux, placés pour la première fois dans une situation où ils auront à perdre en restant dans le système, ne vont-ils pas alors entreprendre de convaincre le Kremlin de changer de politique sur l'Ukraine voire, qui sait, d'essayer de placer tel ou tel à la tête du pays ? Face à ce défi, le régime poutinien aura le choix entre durcir son contrôle sur les « puissants » du pays ou amender sa politique envers Ukraine pour faire lever les sanctions, ce qui serait probablement suivi de changements d'équilibres à l'intérieur du pays entre partisans d'une confrontation et partisans d'une composition avec l'ouest. À moins que, aidé de la Chine ou d'autres, Moscou ne parvienne à encore atténuer les effets des sanctions.

# Annexe : chronologie des sanctions des États-Unis et de l'UE adoptées contre la Russie

- **5 mars 2014** : [Décision \(2014/119\)](#) du Conseil européen imposant des « mesures restrictives » contre ceux qui ont participé à la déstabilisation de l'Ukraine<sup>49</sup>.
- **6 mars 2014** : [Executive Order \(EO\) n°13660](#) par lequel M. Obama autorise l'imposition de sanctions contre ceux qui ont déstabilisé l'Ukraine. Les personnes et entités sanctionnées sont placées dans la liste SDN (*Specially Designated persons*)<sup>50</sup>.
- **20 mars 2014** : L'[EO n°13662](#) autorise l'imposition de sanctions contre des entités opérant dans des secteurs spécifiques de l'économie russe (dont l'énergie). Cet EO conduit à la création de la liste SSI (*Sectoral Sanctions Identification*)<sup>51</sup>.
- **20 mars 2014** : l'OFAC place sous sanctions 16 représentants officiels et proches du président russe (dont [A. Rotenberg et G. Timtchenko](#)).
- **3 avril 2014** : « [Support for the Sovereignty, Integrity, Democracy, and Economic Stability of Ukraine Act](#) ». Il codifie les EO et cible ceux qui impliqués dans des actes de corruption significatifs.
- **28 avril 2014** : l'OFAC désigne 17 représentants officiels et proches de V. Poutine (dont I. Setchine) et 17 entreprises (dont celles des [Rotenberg et de Timtchenko](#)).
- **31 juillet 2014** : suite à l'intensification du conflit dans le Donbass, l'UE adopte la [Décision 2014/512](#) qui pose les bases de sanctions sectorielles. Elle interdit la fourniture à la Russie de biens et technologies destinés à l'exploration et la production de pétrole en eaux profondes, dans l'Arctique ou de schistes bitumineux. Elle restreint l'accès au crédit pour des opérations à échéance supérieure à 90 jours.

---

49. Des Décisions ultérieures ont renforcé ces « mesures restrictives individuelles » et ont conduit à l'établissement d'une [liste](#) (actualisée 13 mars 2020) qui comprend 170 personnes (seul A. Rotenberg y figure, parmi les patrons d'entreprise auxquels nous nous intéressons ici) et 44 entreprises.

50. Situation au 25 juin 2020 : [www.treasury.gov](http://www.treasury.gov).

51. Situation au 12 mars 2020 : [www.treasury.gov](http://www.treasury.gov).

- **16 juillet 2014** : l'OFAC adopte deux directives qu'il révisé et auxquelles il en ajoute deux autres le 12 septembre. La [Directive 2](#) restreint les capacités de financement de Rosneft et Novatek. La [Directive 4](#) interdit l'exportation de biens, services ou technologie pour les projets en eaux profondes, Arctique et d'hydrocarbures de schiste pour Gazprom, Gazprom Neft, Lukoil, Sourgoutneftegas et Rosneft.
- **8 septembre 2014** : la [Décision 2014/659](#) rabaisse l'échéance des transactions financières à 30 jours et l'étend à Rosneft, Transneft et Gazprom Neft. Elle interdit la fourniture de services nécessaires à l'exploration et la production de pétrole en eaux profondes, dans l'Arctique ou pour des projets de schistes bitumineux en Russie.
- **18 décembre 2014** : Le « [Ukraine Freedom Support Act](#) » impose des sanctions secondaires (contre ceux qui aident ceux sous sanctions) aux personnes et entités qui font des investissements majeurs dans les projets russes (eaux profondes, Arctique et d'hydrocarbures de schiste).
- **30 juillet 2015** : l'OFAC ajoute 11 individus et 15 entités à ses listes SDN (dont certaines appartenant à G. Timchenko et A. Rotenberg). 17 filiales de Rosneft sont placées sur la [liste SSI](#).
- **2 août 2017** : « [Countering America's Adversaries Through Sanctions Act](#) ». Le CAATSA impose des sanctions à l'Iran, la Corée du Nord et la Russie. Il renforce les sanctions liées à l'Ukraine et punit Moscou pour ses attaques cybers et son implication dans la présidentielle américaine de 2016. Elle durcit l'accès au crédit pour le secteur énergétique russe et interdit la fourniture, par des ressortissants des États-Unis ou non, de biens, services ou technologie pour les projets en eaux profondes, en Arctique ou de pétrole et gaz de schiste. Elle réduit à 33 % la part détenue dans un projet par une personne ou une entreprise sous sanctions et rend passibles de sanctions des investissements et des prêts pour des projets de pipelines.
- **6 avril 2018** : l'OFAC ajoute sur les listes SDN et SSI 24 représentants de l'État et oligarques « qui bénéficient du système corrompu » de la Russie (V. Bogdanov, A. Miller...).
- **29 janvier 2018** : Le Trésor américain publie le « [Kremlin report](#) », qui énumère 210 oligarques et représentants officiels russes sans qu'il s'agisse à ce stade d'une liste de sanctions.
- D'autres textes imposent des sanctions « pour la construction de certains pipelines » (citant le gazoduc Nord Stream 2), comme le « [National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2020](#) » (Section 750)



Institut français  
des relations  
internationales